Aux milliers de contractuel·les qui n’ont pas été réembauché·es en cette rentrée (plus de 2300 dans l’académie de Créteil, 600 dans celle de Versailles, etc.) et que l’administration traite comme une variable d’ajustement ;

aux AESH des PIAL (Pôles inclusifs d’accompagnement personnalisé) qui ont été remercié·es, déplacé·es ou qui ont vu leur temps de travail diminué au gré des petites économies de l’institution ;

aux AED à qui on a fait payer leur mobilisation exemplaire de l’an passé en ne renouvelant pas leur contrat ;

aux collègues qui ont décidé de quitter l’Éducation nationale, préférant la démission aux souffrances quotidiennes d’un *new public management* de plus en plus maltraitant (en 2009, on recensait 364 démissions contre 1 417 en 2018. Chez les profs stagiaires, on est passé de 144 en 2008 à 703 2018 – depuis, aucune mise à jour de ces chiffres n’a été publiée) ;

à Samuel Paty, tombé sous les coups des partisans de l’obscurantisme ;

à Christine Renon, broyée par une institution et une administration froide et cruelle qui gère l’école à coup de tableaux Excel et qui méprise ses personnels ;

aux élèves en situation de handicap qui, faute d’AESH, resteront chez eux/elles ;

aux élèves allophones arrivants qui attendront des semaines une affectation dans un collège ou un lycée ;

aux enfants roms que les mairies refusent d’inscrire dans une école…

aux milliers de personnels qui manquent dans nos établissements scolaires : personnels médicaux, sociaux, administratifs, agents d’entretien et de restauration, ATSEM, mais aussi personnels enseignants parce que la priorité est toujours de faire plus d’économies (1 point de PIB d’investissement de moins dans les dépenses d’éducation en 20 ans – soit 23 milliards d’euros par an en moins).

à celles et ceux, enfin qui ont fait leur rentrée mais qui manquent de moyens pour étudier dans de bonnes conditions, qui manquent d’un toit, qui manquent de sérénité quand leur famille est menacée d’expulsion du territoire, qui sautent parfois un repas faute d’argent…

à toutes et tous, nous nous devons de dire que cette rentrée 2021 n’a rien de « normale », et que, plus que jamais, notre devoir est de poursuivre la lutte pour une autre école publique et une autre société en retrouvant, ensemble, les chemins du collectif.